HAÏTI : Aperçu IPC de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition aiguë | juin 2026 – juin 2027

IPC Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire
Preuves et Normes pour de Meilleures Décisions en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Publié le 17 novembre 2026

Vue d'ensemble de l'insécurité alimentaire aiguë

Haïti demeure plongé dans une crise alimentaire qui s'aggrave, alimentée par l'intensification de la violence armée, les déplacements massifs de population, le déclin économique prolongé, la hausse des prix des denrées alimentaires et les chocs climatiques liés au phénomène El Niño.

Entre septembre 2026 et février 2027, plus de 5,94 millions de personnes (53 % de la population analysée) sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 ou plus de l'IPC), dont 1,8 million de personnes (16 %) en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Les zones touchées par l'insécurité, les déplacements de population et la marginalisation économique sont particulièrement préoccupantes, avec 10 des 30 unités d'analyse classées en Phase 4. Celles-ci comprennent des sites de déplacés, des quartiers vulnérables de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince ainsi que certaines parties de l'Artibonite, de la Grand'Anse, des Nippes, du Nord-Ouest et du Sud. Par rapport à la dernière analyse IPC, le nombre de personnes en Phase 3 ou plus a augmenté de 240 000.

L'insécurité demeure le principal moteur de la crise, l'expansion des activités des groupes armés continuant de perturber les moyens d'existence, la production agricole, les marchés ainsi que l'accès à l'alimentation et aux services essentiels. Environ 1,49 million de personnes ont été déplacées, ce qui accentue la pression sur les communautés d'accueil et accroît la concurrence pour des ressources déjà rares. Parallèlement, la récession économique prolongée d'Haïti, le ralentissement de l'activité économique et la faible capacité budgétaire continuent de limiter l'accès à la nourriture. L'inflation, qui a atteint 17 % en glissement annuel en août 2026, érode davantage le pouvoir d'achat des ménages. En outre, la hausse des coûts de transport, due à l'augmentation des prix du carburant, réduit la capacité de dépense des ménages, les contraignant d'avantage à faire des arbitrages entre leurs besoins alimentaires les plus urgents et d'autres besoins essentiels non alimentaires.

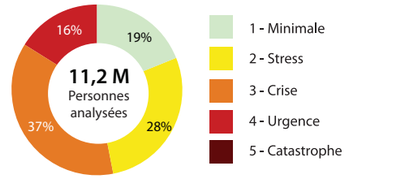
Les conditions devraient continuer à se détériorer au cours de la période projetée de mars à juin 2027, avec 6,35 millions de personnes attendues en Phase 3 ou plus (57 % de la population analysée), dont près de 2 millions de personnes susceptibles d'être en Phase 4.

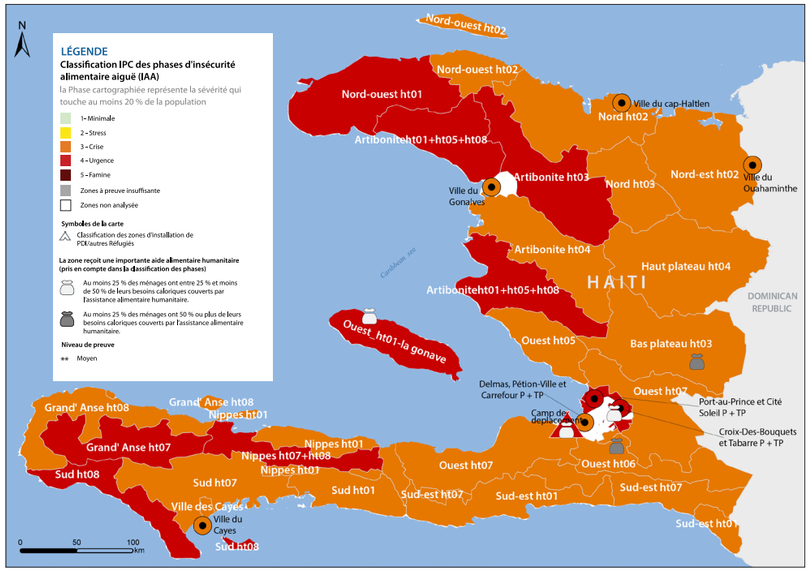
Situation d'insécurité alimentaire aiguë actuelle | septembre 2026 – février 2027

5,94M

Environ 5,94 millions de personnes sur les 11,2 millions analysées connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre septembre 2026 et février 2027.

53 % de la population analysée est en Phase 3 ou plus de l'IPC entre septembre 2026 et février 2027.



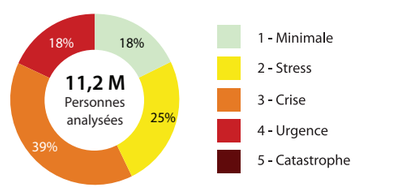


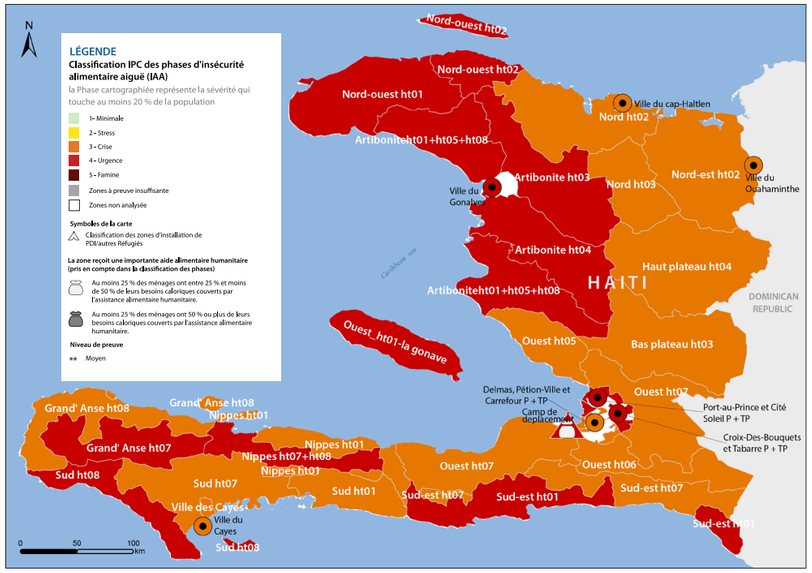
Situation d'insécurité alimentaire aiguë projetée | mars – juin 2027

6,35M

Environ 6,35 millions de personnes sur les 11,2 millions analysées sont susceptibles de connaître des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (Phase 3 de l'IPC ou plus) entre mars et juin 2027.

57 % de la population analysée est en Phase 3 de l'IPC ou plus





Facteurs déterminants | Insécurité alimentaire aiguë

Violence armée

La violence armée continue d'entraîner des déplacements et des perturbations économiques, sociales et territoriales à grande échelle. En fragmentant les systèmes alimentaires et en entravant l'accès humanitaire, l'insécurité fragilise les moyens d'existence et aggrave l'insécurité alimentaire. L'Ouest, l'Artibonite et le Centre figurent parmi les départements les plus touchés, mais les effets de la violence se font sentir dans tout le pays, avec 1,49 million de personnes déplacées.

Crise économique prolongée

Le déclin économique persistant et l'inflation continuent d'éroder le pouvoir d'achat des ménages et de limiter leur accès à la nourriture. La raréfaction des opportunités de subsistance, la hausse du coût de la vie et la baisse des revenus creusent les déficits de consommation alimentaire. Les ménages recourent donc davantage aux stratégies d'adaptation de crise et d'urgence.

Faible production agricole et chocs climatiques

Les contraintes structurelles, la dégradation de l'environnement et l'insécurité continuent de compromettre la production agricole et les moyens d'existence ruraux. Haïti reste très vulnérable à l'épisode El Niño 2026-2027. Les pertes de production liées au climat pourraient réduire la disponibilité alimentaire et les revenus agricoles, en particulier parmi les ménages dont la capacité d'adaptation est limitée.

Actions recommandées | Insécurité alimentaire aiguë

Renforcer l'assistance humanitaire afin de répondre aux besoins immédiats, de protéger les moyens d'existence et de prévenir les stratégies d'adaptation néfastes, tout en élargissant les services de nutrition, de santé et d'EAH, en améliorant l'accès au traitement de la malnutrition aiguë et en renforçant la prévention et la prise en charge des principales maladies infantiles.

Maintenir et renforcer l'appui aux moyens d'existence des ménages touchés par les chocs récurrents, notamment par la fourniture d'intrants agricoles, de crédit, d'équipements et de services de vulgarisation, ainsi qu'une assistance monétaire, alimentaire et aux moyens d'existence des ménages vulnérables.

Renforcer les programmes de protection sociale grâce à un registre unique des bénéficiaires favorisant des interventions coordonnées et durables, tout en améliorant l'accès aux services de nutrition, de santé, d'EAH et de protection sociale pour les populations déplacées et autres groupes vulnérables.

Aligner les interventions d'urgence et de développement en accélérant la mise en œuvre du FSCPP dans les zones exposées aux chocs afin de renforcer la résilience des communautés en Phase 3 ou plus, tout en investissant dans les systèmes de santé et de nutrition, l'agriculture sensible à la nutrition et la préparation aux chocs climatiques.

HAÏTI : Aperçu IPC de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition aiguë | juin 2026 – juin 2027

IPC Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire
Preuves et Normes pour de Meilleures Décisions en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Vue d'ensemble de la malnutrition aiguë

Les effets directs de la crise sécuritaire, des déplacements de population et de l'insécurité alimentaire persistante, aggravés par les chocs climatiques et le déclin économique, détériorent fortement la situation nutritionnelle en Haïti. Entre juin 2026 et mai 2027, on estime que 253 700 enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent ou souffriront de malnutrition aiguë, dont 93 900 cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) nécessitant une prise en charge urgente.

Entre juin et novembre 2026, les communes d'Arcahaie, de Cabaret et de Cité Soleil sont classées en situation Phase 3 de l'IPC malnutrition aiguë (MNA) (Sérieuse), tandis que 59 communes sont classées en situation d'Alerte (Phase 2 de l'IPC MNA). Une détérioration significative est attendue au cours de la période projetée (décembre 2026 à mai 2027), les communes de Cabaret et de Cité Soleil devant basculer en situation Critique (Phase 4 de l'IPC MNA), tandis que 28 communes devraient passer de la Phase 2 à la Phase 3 de l'IPC MNA.

Cette détérioration projetée est principalement due à l'intensification de la violence armée, qui continue de perturber les services de nutrition et de santé, de restreindre l'accès humanitaire et d'entraver l'acheminement des denrées alimentaires et des fournitures essentielles. L'augmentation des déplacements de population, la pression croissante sur des ressources déjà limitées des ménages et le retour de ressortissants haïtiens expulsés de la République dominicaine devraient accentuer les vulnérabilités. Parmi les autres facteurs de risque figurent les déficits de production agricole liés au phénomène El Niño, les flambées récurrentes de choléra et de diphtérie, les niveaux élevés de morbidité infantile et les pratiques inadéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. La réduction de l'assistance humanitaire pourrait également aggraver la situation nutritionnelle.

Liens entre l'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition aiguë

Les classifications des analyses IPC aigues indiquent un niveau de sévérité plus élevé pour l'insécurité alimentaire aiguë (IAA) que pour la malnutrition aiguë (MNA) durant les périodes courante et projetée. L'écart est le plus marqué dans les départements du Nord, du Sud, du Sud-Est, des Nippes et de la Grand'Anse, où la plupart des zones sont classées en Phase 3 (Crise) ou 4 (Urgence) de l'IPC pour l'IAA, tandis que les classifications de l'IPC pour la MNA convergent en large partie vers la Phase 2 (Alerte).

Plusieurs facteurs protecteurs et d'adaptation contribuent à expliquer une classification moins sévère de la malnutrition aiguë tels des bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, une réduire de la consommation alimentaire des adultes en faveur des jeunes enfants, ainsi que les effets des démonstrations culinaires communautaires. Ces stratégies ont pourtant un effet de courte durée. Une réponse renforcée et coordonnée d'avantage visant les facteurs et les déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle s'avèrent donc essentielles.

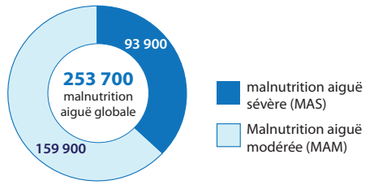
Deux zones présentent toutefois une certaine convergence à des hauts niveaux de sévérité entre les deux échelles. Cité Soleil est classé en Phase 4 de l'IPC pour la malnutrition aiguë (Critique) ainsi que pour l'insécurité alimentaire aiguë (Urgence) pendant la période projetée. La commune de Cabaret est classée en Phase 4 de l'IPC MNA (Critique) et en Phase 3 de l'IPC IAA (Crise). Dans ces deux zones, la pauvre qualité de l'alimentation constitue un facteur majeur de la malnutrition.

Par ailleurs, les personnes déplacées internes (PDI) vivant dans l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince et dans les principales zones de déplacement à travers le pays, demeurent particulièrement préoccupantes. Cette analyse MNA n'ayant pas permis de désagréger leur condition à cause de la pénurie de données, des enquêtes complémentaires et un suivi de l'IPC seront nécessaires afin de mieux évaluer l'ampleur de leur insécurité alimentaire et malnutrition aiguë.

Malnutrition aiguë | juin 2026 – mai 2027

253 700

Environ 253 700 enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent ou devraient souffrir de malnutrition aiguë entre juin 2026 et mai 2027, dont 93 900 enfants susceptibles de souffrir de malnutrition aiguë sévère (MAS).



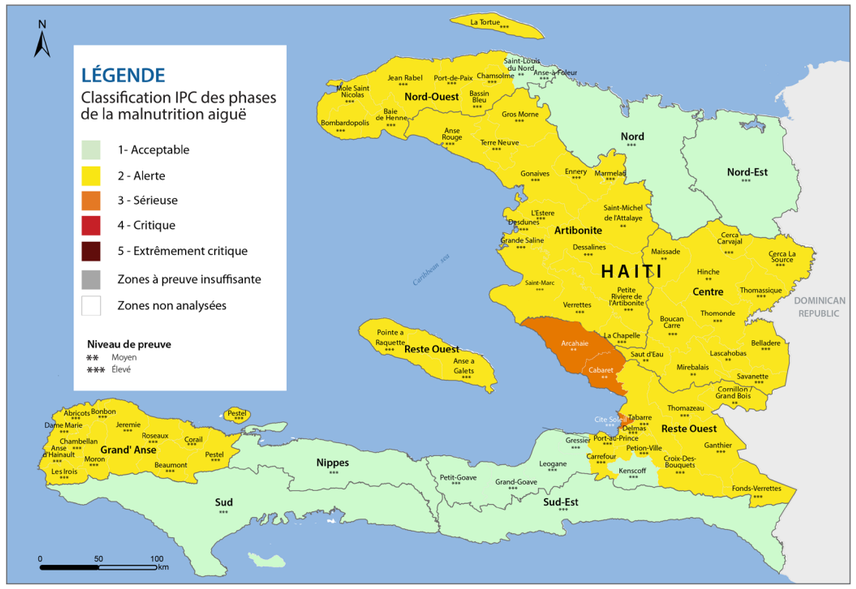
25 750

Environs 25 750 femmes enceintes ou allaitantes souffrent ou devraient souffrir de malnutrition aiguë entre juin 2026 et mai 2027.

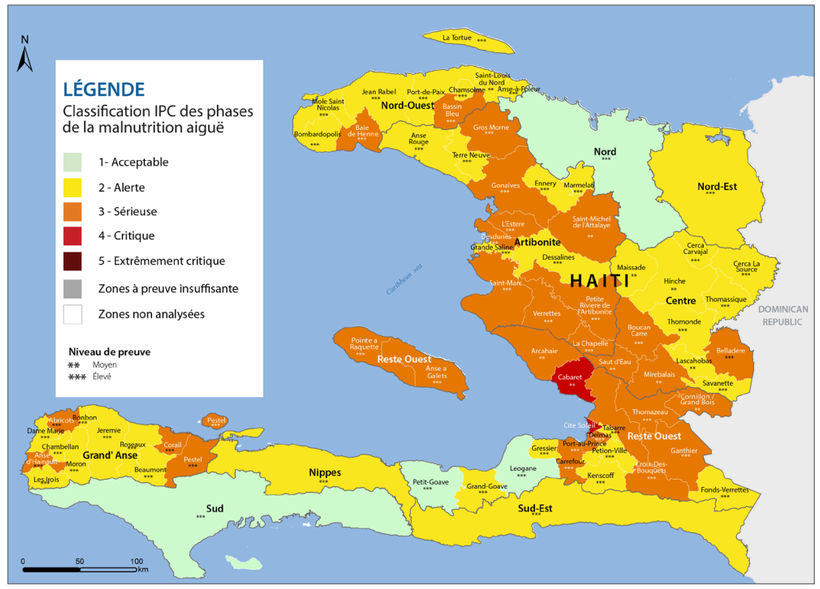
37%	15%	10%	38%
Aire métropolitaine de Port-au-Prince	Artibonite	Nord-Ouest	8 autres départements

Plus d'une femme sur trois vit dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Situation actuelle de la malnutrition aiguë | juin - novembre 2026



Situation projetée de la malnutrition aiguë | décembre 2026 – mai 2027



Facteurs contributifs | Malnutrition aiguë

Insécurité, déplacement et perturbation des moyens d'existence : L'intensification de la violence armée a entraîné des déplacements massifs de population, perturbé la production agricole et les marchés, restreint l'accès humanitaire et érodé les moyens d'existence ainsi que le pouvoir d'achat des ménages, aggravant la malnutrition aiguë.

Forte charge de morbidité et accès limité aux services EAH : Les flambées récurrentes de choléra et de diphtérie, la forte prévalence des maladies infantiles (notamment les diarrhées, le paludisme et les infections respiratoires aiguës), la diminution de la couverture des services de santé et l'accès insuffisant à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (EAH) continuent d'accroître les risques de

Pratiques inadéquates d'alimentation et de soins des enfants : Les pratiques inadéquates d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, notamment les faibles taux d'allaitement maternel exclusif, la fréquence insuffisante des repas et la faible diversité alimentaire, contribuent à la détérioration de l'état nutritionnel des enfants.

Insécurité alimentaire et faible qualité de l'alimentation : L'insécurité alimentaire persistante, alimentée par l'érosion des moyens d'existence, le déclin économique, les chocs climatiques et la hausse des prix des denrées alimentaires, réduit l'accès à une alimentation suffisante et diversifiée et contribue à la détérioration de l'alimentation des enfants et des mères.

Actions recommandées | malnutrition aiguë

Élargir l'accès à la prévention et au traitement de la malnutrition aiguë grâce à des services communautaires, mobiles et de proximité dans les zones touchées par l'insécurité, les déplacements de population et la fermeture des structures de santé, tout en renforçant les mécanismes de référencement et la prise en charge du choléra et des autres maladies infantiles.

Améliorer les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, renforcer la supplémentation en micronutriments et l'accès à une alimentation diversifiée et nutritive, en particulier pour les populations déplacées et autres groupes vulnérables.

Partenaires de l'analyse IPC :

CNSA, Observatoires départementaux de la CNSA, USG, MARNDR/PARSA, PAM, FAO, DINEPA, PNCS, MDE/ONQEVE, IHSI, IICA, MEF, MSPP/UCPNANU, FSS/HAITI, FEWS NET, FAMV, IMPACT Initiatives, FLM/NCA, Mercy Corps, Fonkoze, FAC consulting, UNICEF, Concern Worldwide, AVSI, République d'Haïti, Action contre la Faim, Médecins du Monde.

Date de publication : 17 novembre 2026 | Données démographiques : Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) pour l'insécurité alimentaire aiguë ; projections d'OCHA pour la malnutrition aiguë | Commentaires : IPC@FAO.org | Avertissement : Les informations figurant sur ces cartes n'impliquent aucune reconnaissance ou approbation officielle des frontières physiques et politiques.